



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

Association AMLI

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association AMLI

13 rue Clotilde Aubertin 57000 METZ

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

Association AMLI

13 rue Clotilde Aubertin 57000 METZ

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association AMLI,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AMLI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Metz, le 5 juin 2025

KPMG SA

Sandrine DEMESSE

Associée

BILAN ACTIF

Période du 01/01/24 au 31/12/24

AMLI

Devise

en Euro

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	
Frais de recherche et de développement	64 123	62 410	1 712	3 561
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	194 631	184 948	9 683	3 233
Autres Immobilisations Incorporelles	10 000	2 493	7 507	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-		
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 168 296	-	1 168 296	375 176
Constructions	9 826 936	2 021 471	7 805 465	2 616 213
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 427 984	7 590 505	2 837 480	2 814 505
Immobilisations corporelles en cours	2 925 773	-	2 925 773	2 483 800
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	3 206 745	-	3 206 745	3 206 745
Autres titres immobilisés	439 373	-	439 373	430 246
Prêts	1 508 125	-	1 508 125	5 664
Autres immobilisations financières	134 483	-	134 483	131 436
Total I	29 906 469	9 861 826	20 044 642	12 070 579
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commande	183 382		183 382	3 750 932
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 278 083	1 455 673	5 822 410	6 069 646
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	9 814 016		9 814 016	16 638 759
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	28 278 976		28 278 976	29 371 794
Charges constatées d'avance	1 565 531		1 565 531	1 464 488
Total II	47 119 989	1 455 673	45 664 316	57 295 617
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	77 026 458	11 317 500	65 708 958	69 366 197

BILAN PASSIF

Période du 01/01/24 au 31/12/24

AMLI

Devise

en Euro

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	4 002 596	3 988 692
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	4 002 596	3 988 692
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	29 000	29 000
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	1 169 053	965 396
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- 657 584	- 555 018
Excédent ou déficit de l'exercice	182 908	217 561
<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- 227 561	- 102 566
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>5 354 557</i>	<i>5 171 649</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	938 370	891 184
Provisions réglementées		
Total I	6 292 927	6 062 833
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	17 748 007	18 610 893
Total II	17 748 007	18 610 893
PROVISIONS		
Provisions pour risques	5 098 309	4 388 889
Provisions pour charges	9 056 435	8 358 148
Total III	14 154 744	12 747 037
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 807 996	1 103 773
Emprunts et dettes financières diverses	900 640	746 255
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	6 955 528	9 779 317
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	4 593 607	4 179 585
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	482 336	523 551
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	8 773 173	15 612 953
Total IV	27 513 280	31 945 433
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	65 708 958	69 366 196

COMPTE DE RESULTAT

Période du 01/01/24 au 31/12/24

AMLI

Devise en Euro

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	815	975
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	297 793	311 152
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
Ventes de prestations de service	26 521 294	23 566 900
<i>dont parrainages</i>		
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	140 005	140 005
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	31 230 715	29 546 703
<i>dont contributions financières des Autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	2 766 133	2 796 008
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommables		
Ressources liées à la générosité du public	-	-
Dons manuels	-	-
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 800 505	4 121 334
Utilisations des fonds dédiés	862 886	1 780 461
Autres produits	206 284	40 218
Total I	63 920 291	59 367 744
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	320 254	510 940
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	34 453 766	30 886 559
Aides financières	-	7 500
Impôts, taxes et versements assimilés	2 076 412	1 737 661
Salaires et traitements	13 446 983	11 838 434
Charges sociales	6 627 106	5 540 384
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	945 666	883 374
Dotations aux provisions	5 997 583	6 911 655
Reports en fonds dédiés	-	-
Autres charges	391 480	1 031 415
Total II	64 259 250	59 347 921
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 338 959	19 823
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	450 513	148 987
Autres intérêts et produits assimilés	238 039	224 371
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	688 552	373 358
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	54 977	21 933
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	54 977	21 933

2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	633 575	351 425
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	294 617	371 248
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	54 379	82 287
Produits exceptionnels sur opérations en capital	115 914	73 226
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	170 293	155 513
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	203 549	232 516
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	203 549	232 516
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 33 255	- 77 003
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	78 454	76 683
Total des produits (I + III + V)	64 779 137	59 896 615
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	64 596 229	59 679 053
EXCEDENT OU DEFICIT	182 908	217 561
dont excédent ou déficit des activités sociales ou médico-sociales sous gestion contrôlée	- 227 561	- 102 566
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	441 650	441 650
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	441 650	441 650
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	441 650	441 650
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	0	0
Personnel bénévole		
TOTAL	441 650	441 650

ANNEXE LITTÉRAIRE SUR LES ETATS FINANCIERS**Objet social**

Créée le 9 novembre 1965, l'**association pour l'Accompagnement, le Mieux-être et le Logement des Isolés (AMLI)** est une association loi 1908, membre de la SAC BATIGERE, membre du Réseau BATIGERE et du Collectif PRESENCE. L'Association sans but lucratif a pour objet la mise en œuvre soit directe, soit en collaboration avec d'autres personnes morales ou physiques qualifiées, de tous moyens appropriés pour faciliter et procurer à toutes personnes ou familles isolées, notamment travailleurs, retraités, apprentis, étudiants, migrants, familles transplantées et autres, personnes en situation de difficulté ou âgées, un logement répondant à leurs besoins ainsi que les aides et services que nécessite leur situation.

Elle peut en outre développer, seule ou en partenariat, toute activité concourant au logement, à l'accueil, à l'orientation, à l'insertion sociale et professionnelle ainsi qu'à la prévention de la santé, de populations en situation de difficulté et d'une manière générale, relevant des dispositions arrêtées par les Pouvoirs Publics pour renforcer la cohésion sociale et lutter contre l'exclusion ou la précarité.

Pour la réalisation de son objet social, l'Association peut notamment acquérir, prendre en location, créer, administrer et assurer la gestion de tous immeubles, locaux, foyers, équipements et services permettant la réalisation de son objet social.

De même, elle peut créer toutes structures et filiales qu'elle qu'en soit la forme juridique, prendre toutes participations financières dans des sociétés et organismes à vocation sociale et adhérer à toute organisation poursuivant un objet comparable.

Nature et périmètre des activités et missions sociales réalisées

Depuis près de 60 ans, AMLI accompagne, dans et vers leur logement des personnes en situation de vulnérabilité ou d'isolement. La vocation d'AMLI est de garantir un accompagnement social bienveillant et professionnel et permettre aux plus fragiles d'avoir accès et de se maintenir dans un logement. Véritable outil en faveur de l'insertion par le logement, l'association assure, des prestations de service et une gestion pour développer des solutions variées de logements, allant de l'hébergement au logement autonome en passant par le logement accompagné. En 2024, plus de 18 500 personnes ont été accompagnées.

Les interventions des expertises d'AMLI reposent et s'organisent autour de :

5 Métiers :

- Location Accompagnée
- Hébergement
- Accompagnement Social
- Ingénierie Sociale et Urbaine
- Emploi Accompagné

4 territoires / régions d'intervention :

- Grand Est
- Ile-de-France
- AURA
- PACA

Description des moyens mis en œuvre

Les équipes d'AMLI ce sont 393 femmes et hommes qui œuvrent au quotidien. Plus de 88% d'entre eux sont sur le terrain auprès de nos résidents, hébergés et des locataires du parc de nos partenaires bailleurs sociaux.

AMLI, et d'autres associations, qui représentent ensemble près de 1 200 salariés, ont fait le choix d'allier leurs savoir-faire au service des plus fragiles et de se doter d'une plateforme de compétences mutualisées.

L'Association de Gestion Solidaire (AGS) a pour objectif de regrouper des moyens de back-office (RH, comptabilité, juridique, management des risques, système d'information, communication, patrimoine et développement) pour renforcer les expertises des membres. Elle a aussi pour ambition de s'ouvrir à d'autres associations pour leur apporter une plus-value, notamment pour des organismes de petite taille ayant des besoins qu'ils ne puissent couvrir seuls.

AMLI est propriétaire de locaux tertiaires, dont son siège social à Metz.
De plus des bureaux administratifs sont loués à des ESH du groupe BATIGERE sur les autres territoires (Nancy, Alsace, Ile de France, Rhône Alpes et PACA).

Pour réaliser son activité de location accompagnée, AMLI loue à des propriétaires privés ou des propriétaires bailleurs 48 établissements et 288 logements diffus. Elle est également propriétaire d'une pension de famille de 25 logements à Metz.

Pour son activité d'hébergement, AMLI dispose de plusieurs solutions logements : des immeubles loués à des propriétaires bailleurs, des logements loués à des propriétaires privés, des places dans les structures collectives gérées par AMLI, des immeubles mis gratuitement à disposition par l'État et la ville de Metz. Seul un bâtiment destiné à des places CADA est propriété d'AMLI à Kédange-Sur-Canner.

Note 1 – FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE

➤ **Faits caractéristiques de l'exercice :**

ACTIVITES HEBERGEMENT

L'année 2024 a été une année relativement stable amorce une transition vers des exercices plus tendus et soumis à des restrictions budgétaires :

Ainsi, au 31 décembre 2024 en Grand Est :

- **Annonces de réduction de 6000 places d'Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile au national** : l'effort d'AMLI est de **-30 places** sur le site de Perigot. 11 ont effectivement été libérées à fin d'année.
L'objectif sera atteint à la fin janvier 2025.
- **Arrêt progressif des dispositifs liés à l'accueil des Ukrainiens à l'approche des 3 ans du statut d'accueil temporaire sur le territoire.** La réduction 2024 concerne les places en logement notamment par des glissements de baux pour les plus autonomes (**-56 logements pour 296 places**). Des mesures incitatives ont été demandées aux opérateurs par l'Etat générant des expositions presse importantes notamment en Meurthe-et- Moselle et les tarifs d'accompagnement revus à la baisse de 50%. La décrue de ces places se poursuivra sur 2025 avec un objectif de réduction de 70% des places en SAS et en IML et les plus vulnérables (âge, santé) orientés sur le droit commun.

Sur les autres territoires,

- Création d'un Hébergement d'Urgence en diffus à Marseille : + 40 places
- Extension du CHU de Barbes à Paris 18ème : +74 places

Au 31 décembre 2024, le nombre de places d'hébergement se chiffre à 3 875 soit -193 par rapport à fin 2023 (-4.7%).

ACTIVITES LOCATION ACCOMPAGNEE

Le parc géré au 31/12/2024 a évolué **(+171)** par rapport au 31/12/2023 avec un total de 4 880 solutions logements soit une augmentation de + 3.5% du parc gérés.

GRAND EST (variation de – 76 logements par rapport au 31/12/2023)

- **Logements Sociaux En Mandat De Gestion (BHS) :**
Au 31 décembre 2024, le parc géré s'établit à 998 logements par suite des ventes de trois logements depuis le début d'année 2024.
- **Logements diffus en établissements :**
Au 31/12/2024, 2 nouvelles chambres ont étoffé l'offre de l'établissement les Lys à Metz, IML réfugiés jeunes.
- **Logements IML « déplacés Ukraine » :**
Au 31/12/2024, 56 logements ont été libérés dans le cadre de la fluidification des parcours des déplacés Ukrainiens (glissements de baux ou restitutions en cas de départs).
- **Logements IML Solibail et Action logement**
Au 31/12/2024, 3 logements ont été libéré depuis le début d'année 2024.
- **Logements supports, anciens FTM et Résidences Autonomie**
Au 31/12/2024, 4 logements supports ont été basculés dans la base des logements FTM et 2 autres logements support ont été rebasculés dans la base des RA par suite des différentes opérations de réhabilitations engagés sur ce parc.
- **Résidence sociale Diffus**
Au 31/12/2024, et afin de coller au réel du dispositif, l'offre de la résidence sociale diffus est comptabilisé désormais uniquement en places et non plus en logements, soit 22 logements en moins par rapport au 31/12/2023.
- **FTM**
En 2024, 4 logements situés sur les FTM de Rosselange et de Sarreguemines, non comptabilisés en 2023, ont été rajoutés dans l'offre.

PACA (variation + 3 logements par rapport au 31/12/2023)

- **Pension de famille**
Au 31/12/2024, 3 logements de la pension de famille de Hyères, temporairement utilisés en parties communes dans l'attente de la réception des salles d'activités et bureaux sur le 1^{er} semestre 2025, ont réintégré la capacité de cet établissement. Ils sont à date classés en hors exploitation.

ILE DE FRANCE (variation + 6 logements par rapport au 31/12/2023)

- **FJT**
Au 31/12/2024, sur le FJT d'Argenteuil, en lien avec l'opération de réhabilitation en cours, la capacité du site a augmenté de 8 logements alors que 3 logements diffus attachés au FJT ont été restitués.
- **Résidence autonomie**
Au 31/12/2024, +1 logement, non comptabilisé dans l'offre, a été rajouté.

AURA : (variation + 238 logements par rapport au 31/12/2023)**▪ Logements diffus**

Reprise des activités de l'association AILLOJ en date du 3 avril 2024 avec au 31/12/2024 : 221 logements diffus et 16 logements conventionnés en résidences sociales.

▪ Résidence jeunes

1 solution logement supplémentaire sur la résidence Chavannes à Lyon portant la capacité de la résidence à 78 logements.

➤ Faits caractéristiques postérieures à la clôture :

Néant

Note 2 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**➤ Principes généraux :**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec le Règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général. Le Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, dont l'entrée en vigueur a été fixée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, est appliqué en remplacement du Règlement ANC 99-01. Concernant les spécificités relatives aux ESSMS, le Règlement 2019-04 se substitue dès le 1^{er} janvier 2020 à l'avis ANC 2007-05 du CNC.

Note 3 – PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION D'ACTIF**➤ Immobilisations corporelles.**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Constructions	50 ans
- Agencements et aménagements des constructions	15 à 25 ans
- Agencements et aménagements divers	10 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel et Outillage industriels	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
- Mobilier	10 ans
- Matériel et mobilier d'hébergement	5 à 10 ans
- Frais de développement	5 ans

Pour les dispositifs d'hébergement, les durées d'amortissement du mobilier et des travaux d'aménagement des sites sont établies en lien avec les conventions de financement.

- **Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement.**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Pour les titres immobilisés, une provision est constituée si le capital placé n'est pas garanti à 100%.

- **Créances.**

L'association applique le mode de calcul de la dépréciation des créances locataires afin de prendre en compte progressivement le risque d'impayés dès l'apparition des retards de paiement.

Les règles retenues sont les suivantes :

Règle	Provision
Locataires sortis avant le 01/12/2024	100% de la dette
Locataires présents ou sortis après le 30/11/2024 et dont le montant de la dette est inférieur ou égal au quittance de 3 mois	10 % de la dette
Locataires présents ou sortis après le 30/11/2024 et dont le montant de la dette est supérieur ou égal au quittance de 3 mois et inférieur ou égal au quittance de 6 mois	50 % de la dette
Locataires présents ou sortis après le 30/11/2024 et dont le montant de la dette est supérieur au quittance de 6 mois	100 % de la dette

Au 31/12/2024, seuls les dispositifs IML Ukraine ont été estimés selon une méthode différente ; identique à celle de 2023

En raison de la durée du dispositif, de l'attente de la régularisation des APL par la CAF, la totalité des créances (estimation APL déduite) a été passée en perte sur créances irrécouvrables.

Au 31 décembre 2024, cette perte s'élève à 326 167.41 €

Au 31 décembre 2024, la provision, s'élève à 1 446 920,00 € contre une provision de 1 051 788,47 € pour l'exercice précédent.

Note 4 – PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION DU PASSIF

- **Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement **encore inscrites au bilan au 31/12/2024** ont été attribuées par :

Organisme	Montant brut	Objet
État & Collectivités	300 000.00 €	Acquisition Maison de Trêve en 1996
	105 000.00 €	Restructuration Maison de Trêve de 2009
		Transformation de la Maison de Trêve en pension de famille
	126 713.00 €	Metz Métropole – transformation de la Maison de Trêve en pension de famille.
D.A.E.E.N	40 180.39 €	FTM Blida
	12 219.25 €	FTM Maizières
	18 769.27 €	FTM Sarreguemines
	8 098.00 €	RS Yutz
	25 791.00 €	RS Florange 2

		Acquisition de mobilier adapté aux résidents âgés.
	22 800.00 €	2016 : subvention mobilier adapté Florange
DAIC	10 000.00 €	FTM Blida – en complément de la subvention DAEEN pour le mobilier adapté aux résidents âgés.
DDETS 57	7 345.13 €	Diverses opérations sur le CADA de Blida :
		- Salle d'activités parents-enfants
		- Activités physiques et promotion de l'estime de soi
		- Activités culturelles et pédagogiques
		Équipement Front Ball
Conseil régional du Val d'Oise de Marne	120 000.00 €	Mobilier RS Bry-Sur-Marne
Conseil régionale Grand Est	50 739,00 €	Équipement pour l'acquisition de véhicules dans le cadre de l'opération « 1 véhicule vers l'emploi »
D.I.A.N.	8 000,00 €	Équipement pour l'acquisition de matériel informatique d'interconnexion permettant le travail à distance et assurer les missions digitales
	8 100,00 €	1 Véhicule vers l'emploi (bonus écologique 900€ * 9 véhicules)
	20 000,00 €	1 véhicule pour l'emploi socle
	16 884,00 €	Acquisition de mobilier adapté à destination des résidents âgés immigrés
	15 000,00 €	Lutte contre la fracture numérique
	20 000,00 €	Équipement en mobilier des résidents Chibanis
	100 000,00 €	Transformer pour une performance économique sociale et collective
D.A.E.E.N.	96 694.00 €	Équipement mobilier pour les sites :
		- RS Florange 1
		- RS Florange 2
		- RS Maizières
		- FTM Rosselange
		- FTM Sarreguemines
	127 929.00 €	Équipement mobilier pour résidents âgés (plusieurs sites)
DDETS 57	310 000.00 €	Réduire la fracture numérique à destination du public en hébergement d'urgence

Soit un total de 1 570 262,04 €.

5 nouvelles subventions d'investissement ont été enregistrées dans les comptes 2024.

Le montant total de la quote-part affectée au compte de résultat est de : 631 892.04 € dont (+) 115 914.29 € de reprise au titre de l'exercice 2024.

• Concours publics et subventions d'exploitations

Le total des subventions d'exploitations et des concours publics s'élèvent à 31 230 714,67 € dont :

- Subventions d'exploitations : 28 464 581,67 €
- Concours publics : 2 766 133,00 €

Concours publics	2 766 133,00 €
DDETS	2 766 133,00 €
CADA - CPH	2 766 133,00 €
Subventions d'exploitation	28 464 581,67 €
DDETS	21 556 147,97 €
AGLS	549 044,25 €
CAES	1 909 967,00 €
Grands Marginaux	30 000,00 €
HU	7 207 830,12 €
HUDA	5 590 418,60 €
IML	2 365 416,48 €
PF - Racc	1 480 440,50 €
Prestations sociales	585 484,00 €
SAS Ukraine	1 211 221,22 €
Autres subventions	626 325,80 €
DRIHL	4 982 371,69 €
CHU	4 413 117,69 €
Places hivernales	523 250,00 €
Autres subventions	46 004,00 €
Département	497 821,10 €
ASLL	92 079,08 €
CAF 95	67 301,72 €
CARSAT	0,00 €
CPAM	10 000,00 €
Forfait autonomie	240 131,70 €
Habitat inclusif	65 000,00 €
Point Conseil Budget	16 854,00 €
Autres subventions	6 454,60 €
DIAN	538 414,00 €
DIHAL	340 224,00 €
Chèque énergie gestionnaire	340 224,00 €
Autres financeurs	549 602,91 €
Total général	31 230 714,67 €

• Provision pour gros entretien

Le plan d'entretien du patrimoine en œuvre chez AMLI depuis 2010 est actualisé chaque année.

La provision figurant au bilan au 31/12/2024 se trouve justifiée par un plan de travaux à réaliser en 2025, 2026 et 2027. Les règles de calcul de cette provision sont : N+1 = 100% ; N+2 = 66.67% ; N+3 = 33.33%.

Au 31/12/2024, le total de la provision pour gros entretien s'élève à 1 703 899,49 € (-10 134,34 €)

- **Engagement en matière de retraite et médailles du travail.**

- Provision pour retraites

Le calcul des engagements de retraite est effectué selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la recommandation du Conseil National de la Comptabilité du 1er avril 2003.

L'évaluation de l'obligation repose sur les indemnités à verser dans le cas d'un départ à l'initiative du salarié, nécessitant la prise en compte des charges sociales et fiscales, et est basée sur les modalités définies par la convention collective qui prend en compte l'ancienneté du salarié et sa rémunération brute perçue au cours des douze derniers mois précédant son départ.

La provision inscrite au bilan représente la valeur actualisée de l'obligation à la clôture.

Les hypothèses de 2023 n'ont pas changé :

- Taux d'actualisation est maintenu à 3.5 %
- Table de mortalité : INSEE F2011-2013
- Le taux de progression des salaires a été maintenu à 3,7%
- Départ à la retraite : 65 ans pour cadres et non cadres
- Application d'un taux de charges de 50%.
- Le taux de turnover a été recalculé en 2019 conformément à l'avis EC 2018-17 du 10/10/2018 pour l'ensemble des sociétés de l'UES Batigère. Son taux d'actualisation a été baissé à 1%.

Cette provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 2 365 820,32 € au 31 décembre 2024, soit (+) 271 799,00 € entre 2023 et 2024.

- Provision pour médailles du travail

Les engagements en matière de médailles du travail ont été comptabilisés à hauteur de 2 % du salaire de base par année d'ancienneté dans l'association, dès la première année.

Les modalités de calcul sont identiques à celles de la provision pour retraites et ont été modifiées de la même manière en 2021, 2022 et 2023.

Cette provision pour médailles du travail s'élève à 227 547.19 € au 31 décembre 2024 : (+) 24 924.00 €.

- **Autres Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour autres risques et charges s'élèvent à 5 098 309,76 € à fin 2024 (+ 709 420,38 €) :

Ces provisions sont constituées de :

- Une provision litiges fournisseurs de 175 377.10 € (dont 65 433.10 € de dotation 2024)
- Une provision pour risques de pénalités pour des indus et de places indisponibles sur l'HU et l'HUDA de 302 938.82 € (dont 46 848.90 € de dotation 2024)
- Une provision pour risque de reversement des excédents de gestion 2024 à hauteur de 2 345 091,26 €. (Comme en 2023, il a été décidé pour 2024 de ne pas enregistrer ces excédents en fonds dédiés mais en provision pour risque de reversement.)
- Un total de 2 099 503.51 € correspondant à des provisions pour risques de reversement antérieures à 2024
- Une provision risques prud'hommiaux à hauteur de 104 654,32 €
- Une provision pénalités congés payés sur arrêt maladie de 70 744,75 euros

Cette dernière provision a été constituée à la suite des différents arrêts de la Cour de cassation et à l'amendement du gouvernement du 18/03/2024 **visant à mettre le droit français en conformité avec le droit européen en matière de congés payés acquis pendant les périodes d'arrêts maladie.**

La provision de 70 744,75 € a été évaluée sur les bases suivantes :

- Pour les salariés présents à l'effectif au 31/12/2024, sur la période de droits du 01/01/2021 au 31/12/2023,
- Pour les salariés non présents à l'effectif au 31/12/2024, sur la période de droits du 01/01/2022 au 31/12/2023.

• **Provision pour démantèlement**

Depuis 2014, AMLI a perçu des subventions pour le dispositif d'hébergement d'urgence.

La totalité des fonds n'ayant pas été utilisée, nous avons comptabilisé en fonds dédiés une partie des subventions qui sera utilisée à la fin du dispositif pour les travaux de remise en état des locaux concernés.

Au 31/12/2024, la provision pour démantèlement est de 4 759 167,82 € (+ 411 692 €) et se décompose comme suit :

- Provision démantèlement pour les espaces d'habitation : 2 809 708 €
- Provision démantèlement pour les espaces communs : 1 949 459,82 €

En 2024, il n'y a eu aucune reprise mais les dotations suivantes ont été effectuées :

- Une dotation de 214 116 € pour les communs du CHU Barbès suite à son extension ;
- Une dotation de 19 530 € pour les nouvelles chambres du CHU Barbès suite à son extension ;
- Une dotation de 56 651 € pour les logements du dispositif HU Marseille, pris en gestion en avril 2024 ;
- Une dotation de 121 395 € pour deux sites du 78 (CHU Fontenay et les places hivernales)

• **Fonds dédiés**

Les fonds dédiés proviennent de 2 catégories de ressources :

- Les fonds dédiés sur subventions d'exploitation
- Les fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes

Au 31/12/2024, **les fonds dédiés dotés sur subventions d'exploitation** s'élèvent à 17 699 134,96 €, soit - 847 894,63 € et se décomposent comme suit :

- fonds dédiés aux travaux : 15 953 086,64 €
- fonds dédiés au fonctionnement : 1 746 048,32 €

En 2024, des fonds dédiés ont été repris pour un total de 847 894,63 €, avec :

- L'utilisation des fonds dédiés constitués pour l'amélioration du parc CADA/HUDA Rosselange pour 235 000 € ;
- La reprise des fonds dédiés pour la prise en charge des CISP pour 153 343,80 € ;
- La consommation de l'enveloppe dédiée au dispositif « Renforcement des interventions sociales » pour 148 595,58 € ;
- La consommation de l'enveloppe dédiée au dispositif « 100% Emploi » pour 54 282,25 K€ ;
- La relocalisation des places d'Hébergement 75 à hauteur de 110 407 € ;
- La prise en charge de la vacance financière de Blida durant sa réhabilitation pour 93 449 € ;
- La reprise des fonds dédiés du dispositifs « les Yézidies », finalisé en 2021 pour 52 817 €.

Aucun nouveau fonds dédié n'a été constitué à la clôture 2024. Toutefois, conformément à l'acceptation de la DDETS en avril 2023, 587 436,82€ de fonds dédiés de travaux ont été transférés en fonds dédiés de fonctionnement.

À compter de 2020, et suivant le nouveau règlement ANC 2018-06, les contributions d'organismes privés financées sur un projet défini sont enregistrées en autres produits de gestion courante et sont éligibles aux fonds dédiés.

Les contributions privées concernées représentent un solde de 48 872,01 € après utilisation de 14 991,63 € au titre de 2024.

Ce montant de 14 991,63 € correspond à la quote-part de reprise de l'année.

Le total des fonds dédiés à fin 2024 est de 17 748 006,97 €.

VARIATION DES FONDS ISSUS DE			A l'ouverture	UTILISATIONS					A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
Désignation	Année	Montant global à l'ouverture (après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06)	Montant global	Montant partiel	Dont remboursements	TRANSFERT	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices clos	
Subventions d'exploitation	HUDA LYS	2016	140 801,54 €					140 801,54 €	140 801,54 €	
	HUDA ALLIES PERIGOT	2017	32 075,21 €					32 075,21 €	32 075,21 €	
	HUDA DIFFUS ROQUES LYS	2017	140 801,53 €					140 801,53 €	140 801,53 €	
	SOLIBAIL	2017	35 000,00 €					35 000,00 €	35 000,00 €	
	DIFFUS ROQUES LYS	2018	372 246,38 €					372 246,38 €	372 246,38 €	
	HUDA ALLIES PERIGOT	2018	353 899,34 €					353 899,34 €	353 899,34 €	
	AFPA	2018	109 189,61 €					109 189,61 €	109 189,61 €	
	HUDA GLOBAL	2018	2 990 632,00 €					2 990 632,00 €	2 990 632,00 €	
	HUAS LOCAL	2019	214 595,00 €					214 595,00 €	214 595,00 €	
	CAES PONCELET	2019	166 948,00 €					166 948,00 €	166 948,00 €	
	HU	2019	259 191,00 €					259 191,00 €	259 191,00 €	
	HUDA/CIPH	2019	256 143,00 €					256 143,00 €	256 143,00 €	
	FORBACH	2019	2 794,00 €					2 794,00 €	2 794,00 €	
	SOLIBAIL	2019	28 806,80 €					28 806,80 €	28 806,80 €	
	CHU PARMENTIER	2020	110 407,00 €	110 407,00 €				0,00 €		
	HUDA 57	2020	1 196 675,00 €					1 196 675,00 €	1 196 675,00 €	
	HUDA 54	2020	34 565,00 €					34 565,00 €	34 565,00 €	
	CAES PONCELET	2020	258 811,00 €					258 811,00 €	258 811,00 €	
	HU 57	2020	1 845 502,00 €					1 845 502,00 €	1 845 502,00 €	
	HU 57 Global - BOP 177	2021	1 272 755,00 €					1 272 755,00 €	1 272 755,00 €	
	HU 57	2021	3 484 566,00 €					3 484 566,00 €	3 484 566,00 €	
	Renforcement prise en charge HU	2021	250 000,00 €					250 000,00 €	250 000,00 €	
	HUDA 57 Global	2021	413 489,57 €					413 489,57 €	413 489,57 €	
	Sanitaires Périgot	2021	295 000,00 €					295 000,00 €	295 000,00 €	
	Amélioration parc Huda Rosselange	2021	235 000,00 €	235 000,00 €				0,00 €		
	Amélioration parc Poncelet	2021	17 613,72 €					17 613,72 €	17 613,72 €	
	Amélioration parc Huda Florange	2021	95 000,00 €					95 000,00 €	95 000,00 €	
	CAES Poncelet	2021	208 320,00 €					208 320,00 €	208 320,00 €	
	CISP	2021	171 673,00 €		153 343,80 €			18 329,20 €		
	100% emploi AMLI / EFM	2021	569,62 €					569,62 €	569,62 €	
	100% emploi Moselle Nord	2021	44 819,50 €					44 819,50 €	44 819,50 €	
	100% emploi Moselle Est/Sud	2021	273 289,00 €		54 282,25 €			219 006,75 €		
	Renforcement interventions sociales HU	2021	324 080,74 €		148 595,58 €			175 485,16 €		
	DAESMS	2021	350 000,00 €					350 000,00 €	350 000,00 €	
	Yéziidies	2021	52 817,00 €	52 817,00 €				0,00 €		
	Grands Marginaux	2021	0,00 €					0,00 €		
	DIAN: prise charge vacance Blida pdt réha	2021	93 449,00 €	93 449,00 €				0,00 €		
	DAESMS	2022	565 063,97 €					565 063,97 €	565 063,97 €	
	HU 57 Global - BOP 177	2022	319 197,04 €					319 197,04 €	319 197,04 €	
	Renforcement prise en charge HU	2022	750 000,00 €					750 000,00 €	750 000,00 €	
	CAES Poncelet	2022	500 000,00 €					500 000,00 €	500 000,00 €	
	Ukraine 57	2022	268 239,78 €					268 239,78 €	268 239,78 €	
	HUDA 57 Global - BOP 303	2022	0,74 €					0,74 €	0,74 €	
	Action Vitaminée vers l'Emploi (AVIE)	2022	3 666,50 €					3 666,50 €	3 666,50 €	
	SOLIBAIL	2023	9 336,00 €					9 336,00 €		
	Sous total Subventions d'exploitation		18 547 029,59 €	491 673,00 €	356 221,63 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	17 699 134,96 €	14 870 809,82 €
FONDACTION ABBE PIERRE	PF BRIEY	2020	2 674,00 €		1 528,00 €			1 146,00 €		
	GERONTONORD									
	RA SEREMANGE	2023	7 500,00 €		375,00 €			7 125,00 €		
	RA AUDUN	2023	7 500,00 €		375,00 €			7 125,00 €		
	CARSAT									
	RA LONGLAVILLE	2020	18 361,74 €		6 175,80 €			12 185,94 €		
	RA MAIZIERES	2020	5 868,52 €		2 989,10 €			2 879,42 €		
	RA NILVANGE	2020	3 382,00 €		1 691,00 €			1 691,00 €		
	LONGWY	2023	15 870,24 €		1 587,02 €			14 283,22 €		
	LAXOU	2023	2 707,14 €		270,71 €			2 436,43 €		
Sous total Contributions financières d'autres			63 863,64 €	0,00 €	14 991,63 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	48 872,01 €	0,00 €
Total des ressources liées à la générosité du public			0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL			18 610 893,23 €	491 673,00 €	371 213,26 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	17 748 006,97 €	14 870 809,82 €

- Fonds propres

En 2024, les fonds propres ont varié comme suit :

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture (selon méthode liée à l'ANC 2018-06)	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	0,00 €				0,00 €
Fonds propres avec droit de reprise	0,00 €				0,00 €
Ecart de réévaluation	0,00 €				0,00 €
Réserves	3 988 691,98 €	13 904,51 €			4 002 596,49 €
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	29 000,00 €				29 000,00 €
Autres fonds associatifs					
Report à nouveau	965 395,93 €	203 656,73 €			1 169 052,66 €
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-554 165,61 €	-102 566,31 €			-656 731,92 €
<i>Dont charges rejetées par les financeurs pour les activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	852,11 €				852,11 €
Excédent ou déficit de l'exercice	217 561,24 €	-217 561,24 €	182 907,76 €		182 907,76 €
<i>Dont excédents ou déficits des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-102 566,31 €	102 566,31 €			0,00 €
Situation nette	5 171 649,15 €	0,00 €	182 907,76 €	0,00 €	5 354 556,91 €
Fonds propres consommables	0,00 €				0,00 €
Subventions d'investissement	891 184,29		163 100,00	115 914,29	938 370,00
Provisions réglementées	0,00 €				0,00 €
TOTAL	6 062 833,44 €	0,00 €	346 007,76 €	115 914,29 €	6 292 926,91 €

- Tableau de détermination du résultat effectif

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ASSOCIATION	Exercice 2024	Exercice 2023
RESULTAT COMPTABLE	182 907,76 €	217 561,24 €
Reprise du résultat antérieur	- €	- €
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	182 907,76 €	217 561,24 €
Dont résultat effectif sous gestion propre	410 469,00 €	320 127,55 €
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 227 561,24 €	- 102 566,00 €

Note 5 – CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

- **Charges exceptionnelles**

- ✓ **Sur opérations de gestion : 203 548.51 €**

Pénalités et litiges	74 675,74
Subventions accordées (au titre du fonds social)	12 373,69
Ecart caisses	5 322,77
Diverses régularisations de comptes	46 627,60
Régularisations exercices antérieurs	64 548.71

- **Produits exceptionnels**

- ✓ **Sur opérations de gestion : 54 379.05 €**

Ecart caisses	84,87
Diverses régularisations de comptes	54 294.18

- ✓ **Sur opération en capital**

Quote-part de subventions d'investissement au résultat	115 914,29
--	------------

Note 6 – AUTRES INFORMATIONS

- **Ventilation de l'impôt sur les bénéfices.**

L'IS pour un montant total de 78 454,00 € comptabilisé correspond à :

- L'impôt sur les produits financiers
- L'IS au taux réduit sur la location immobilière à BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES + AGS + EFM + ACTIVE

- **Liste des participations.**

Valeurs de participation	Brut	Provision	Net	au
BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES	1 843 395.07	0	1 843 395.07	
BATIGERE HABITAT	1 349 013.95	0	1 349 013.95	
BATIGERE Société de Coordination	14 336.00	0	14 336.00	

- **Charges à payer**

Les charges à payer s'élèvent au 31/12/2024 à 5 443 055.70 € et se composent comme suit :

Intérêts courus sur emprunts	22 744,53
Factures fournisseurs non parvenues	2 754 081,78
Provision chargée sur congés payés	785 958,54
Provision chargée sur prime de vacances	251 736,71
Intéressement	1 491 989,03
Autres charges de personnel	20 015,73
Formation continue	43 440,31
Effort construction	55 507,72
Intérêts bancaires courus à payer	17 581,35

- **Produits à recevoir**

Les produits à recevoir s'élèvent au 31/12/2024 à 9 329 513.88 € et se composent comme suit :

Clients - factures à établir	40 398,33
Indemnités journalières (IJSS et prévoyance)	54 022,10
Intérêts bancaires courus à percevoir	363 751,83
Subventions à recevoir	8 871 341,62

- **Produits constatés d'avance**

Les produits à recevoir s'élèvent au 31/12/2024 à 8 773 172.64 € et se composent comme suit :

Subventions pluriannuelles	8 413 693,04
Loyers PONT ROUGE	359 479,60

- **Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance s'élèvent au 31/12/2024 à 1 565 531,45 € dont 1 324 999.79 € de loyers d'avance dans le cadre de la réhabilitation des résidences autonomie d'Audun-Le-Tiche, de Maizières-lès-Metz, de Nilvange, Hagondange et Serémange avec BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES.

La différence de 240 531.66 € concerne des factures ou contrats de fonctionnement.

- **Ventilation du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires s'élève au 31/12/2024 à 26 819 086.73 € et se compose comme suit :

Redevances foyers	14 438 295,10
Loyers logements	1 126 090,70
Acompte sur charges locatives	172 481,57
Ventes de repas + boissons	297 116,43
Ventes de cartes d'accès	676,42
Refacturations diverses aux locataires	129 112,10
Loyers commerciaux et garages	197 465,97
Participations des hébergés	242 576,98
Prestations sociales	9 049 807,03
Prestations mandats de gestion et autres	1 120 236,47
Autres recettes	34 874,59
Commissions diverses	10 353,37

- Effectifs

L'effectif d'AMLI est de 393 personnes qui représente 378.13 ETP dont 29 CDD (avec 18 contrats en alternance).

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	52	2
Agents de maîtrise et techniciens	216	0
Employés	124	0
Ouvriers	1	0
TOTAL	393	2

- Honoraires commissaires aux comptes

Conformément à l'article R123-198-9 du Code de Commerce, les honoraires des commissaires aux comptes, pris en charge au titre de l'exercice 2024 s'élèvent à la somme de 47 931.41 €.

- Engagements hors bilan

ENGAGEMENTS RECUS		ENGAGEMENTS DONNES	
LIBELLE	MONTANT	LIBELLE	MONTANT
Avals, cautions, garanties reçus	2 543 230,37	Avals, cautions, garanties donnés	
Contrats d'emprunts accession signés et non portés à l'encaissement		Octroi de prêts :	223 929,80
Avenants en cours (accession P.A.P.)		- Contrats signés de prêts principaux	
Emprunts locatifs et autres		- Contrats de prêts complémentaires	
Créances escomptées non échues		- Autres contrats	223 929,80
Engagements reçus pour utilisation en crédit-bail		Redevances crédit-bail restant à courir	
Autres engagements reçus (garantie financière type "Loi Hoguet")	1 000 000,00	Autres engagements donnés	0,00
		Reste à comptabiliser sur :	
		- Coût de production prévisionnel des opérations non liquidées (logements - accession)	
		- Coût de production prévisionnel des opérations non liquidées (terrains - accession)	
		- Compromis de vente (y compris terrains pour réserves foncières)	
		- Marchés signés (opérations locatives)	
		Engagements divers	
	3 543 230,37		223 929,80

- Créances et dettes au titre des opérations avec les parties liées

BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES

Créances : 623 102.86 €

Dettes : 132 515.17 €

BATIGERE HABITAT

Créances : 1 827 785.35 €

Dettes : 1 161 907.89 €

BATIGERE Société de Coordination

Créances : 17 238.00 €

Dettes : néant

- **Résultat AMLI**

L'arrêté des comptes au 31 décembre 2024 fait ressortir un résultat net de + 182 907.76 € réparti comme suit :

- + 410 469.00 € provenant de la gestion propre d'AMLI
- - 227 561,24 € provenant de la gestion contrôlée pour le compte de l'État

- **Contributions volontaires**

L'État et la ville de Metz mettent à disposition d'AMLI des locaux (pour une activité non commerciale) dans le cadre de ces conventions pour les dispositifs d'hébergement. Ci-dessous la liste des bâtiments concernés sur l'année 2024 :

- 10/12 rue des Alliés à Metz,
- 10 rue Périgot à Metz,
- 29 rue de Nomény à Montigny-Lès-Metz,
- 70 boulevard Barbes à Paris (CHU),
- rue Saint Denis à Paris (CHU).

Le site de Longeville-lès-Metz, propriété de Moselis, a été utilisé comme référence dans l'estimation des contributions volontaires en nature. Ce site est celui qui se rapproche le plus des dispositifs non pérennes. Le loyer facturé par le propriétaire est de 4 € par place et par jour.

À ce titre la caserne Reymond située au 29 rue de Nomény à Montigny-Lès-Metz se voit appliquer le même niveau de tarif. Il s'agit d'une offre similaire de logement, un ancien externat militaire.

Pour les autres sites, les locaux n'étant pas à usage d'habitation, nous avons dévalorisé le prix de journée et ramené l'estimation à 2€ par place et par jour.

Sites	Nombre de places	Montants estimés
10/12 rue des Alliés à Metz	235 places	171 550 €
10 rue Périgot à Metz	160 places	116 800 €
29 rue de Nomény à Montigny-Lès-Metz	105 places	153 300 €

- **Informations relatives aux rémunérations des dirigeants**

Selon les articles :

- **Article. 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006** relatif aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 K€ et recevant plus de 50 K€ de subventions,
- **Article 261-7 1°d et 242 C du CGI** relatif aux associations, fondations et fonds de dotation qui bénéficient de l'exonération de TVA au titre d'une gestion désintéressée,

La rémunération brute des 3 dirigeants au titre de l'exercice 2024 est de 383 529.97 €.

- **Informations sur les opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales**

Courant 2024, l'association n'a pas réalisé d'opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales.

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virement
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	64 123		
Autres immobilisations incorporelles	414 731		20 799
TOTAL immobilisations incorporelles :	478 854	0	20 799
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	375 176	0	793 120
Constructions sur sol propre	3 960 169		605 417
Constructions sur sol d'autrui	131 352		0
Constructions installations générales	745 811		4 710 510
Installations techniques et outillage industriel	999 192		27 789
Installations générales, agencements et divers	5 478 519		90 655
Matériel de transport	181 002		40 000
Matériel de bureau, informatique et mobilier	9 013 316		2 050 735
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	2 483 800		1 458 983
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	23 368 337	0	9 777 209
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	3 206 745		
Autres titres immobilisés	430 246		9 127
Prêts et autres immobilisations financières	137 100		1 524 406
TOTAL immobilisations financières :	3 774 091	0	1 533 533
TOTAL GENERAL	27 621 282	0	11 331 540

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement			64 123	
Autres immobilisations incorporelles		230 898	204 631	
TOTAL immobilisations incorporelles :	0	230 898	268 754	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			0	
Terrains			1 168 296	
Constructions sur sol propre		118 603	4 446 983	
Constructions sur sol d'autrui		0	131 352	
Constructions installations générales		207 719	5 248 602	
Installations techniques et outillage industriels		767 918	259 063	
Installations générales, agencements et divers		1 038 450	4 530 724	
Matériel de transport		94 105	126 897	
Matériel de bureau, informatique et mobilier		5 552 751	5 511 299	
Emballages récupérables et divers			0	
Immobilisations corporelles en cours	1 017 009		2 925 774	
Avances et acomptes			0	
TOTAL immobilisations corporelles :	1 017 009	7 779 547	24 348 990	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			0	
Participations évaluées par mises en équivalence			0	
Autres participations			3 206 745	
Autres titres immobilisés			439 373	
Prêts et autres immobilisations financières		18 898	1 642 608	
TOTAL immobilisations financières :	0	18 898	5 288 726	
TOTAL GENERAL	1 017 009	8 029 343	29 906 470	

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement	60 562	1 848		62 410
Autres immobilisations incorporelles	241 958	6 841	230 898	17 901
TOTAL immobilisations incorporelles :	302 520	8 689	230 898	80 311
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 556 249	99 387	118 603	1 537 033
Constructions sur sol d'autrui	131 352	131 352	131 352	131 352
Constructions installations générales	533 517	27 288	207 719	353 086
Installations techniques et outillage industriel	930 933	25 503	767 917	188 519
Installations générales, agencements et divers	5 108 342	3 842 347	4 810 098	4 140 591
Matériel de transport	109 577	29 885	94 105	45 357
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 309 619	261 542	661 067	910 095
Mobilier d'hébergement	5 399 053	440 258	3 533 368	2 305 943
TOTAL immobilisations corporelles :	15 078 642	4 857 562	10 324 228	9 611 975
TOTAL GENERAL	15 381 162	4 866 251	10 555 126	9 692 287

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	62 410		
Autres immobilisations incorporelles	17 901		
TOTAL immobilisations incorporelles :	80 311		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	1 537 033		
Constructions sur sol d'autrui	131 352		
Constructions installations générales	353 086		
Installations techniques et outillage industriel	188 519		
Installations générales, agencements et divers	4 140 591		
Matériel de transport	45 357		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	910 095		
Mobilier d'hébergement	2 305 943		
TOTAL immobilisations corporelles :	9 611 975		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GENERAL	9 692 287		

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Provisions pour reconstitution de gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				

Provisions pour litiges	23 000		23 000	0
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligat. simil.	2 094 021	467 715	195 916	2 365 820
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien	6 061 510	1 401 958	1 000 400	6 463 068
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	4 568 506	2 680 990	1 923 640	5 325 856
PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES	12 747 037	4 550 663	3 142 956	14 154 744

Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur immo. titres émis en équival.				
Provisions sur immo. titres de participation				
Provisions sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	1 051 788	1 446 920	1 043 035	1 455 673
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	1 051 788	1 446 920	1 043 035	1 455 673

TOTAL GENERAL	13 798 825	5 997 583	4 185 991	15 610 417
----------------------	-------------------	------------------	------------------	-------------------

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations	3 646 118		3 646 118
Prêts (1) (2)	1 508 125	1 508 125	
Autres créances immobilisées	134 483		134 483
TOTAL de l'actif immobilisé :	5 288 726	1 508 125	3 780 601
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Usagers	7 278 083	5 822 410	1 455 673
Personnel et charges sociales à récupérer	149 594	149 594	
Etat et autres collectivités publiques	101 390	101 390	
Confédération, Fédération, Asso. & organismes apparentés			
Débiteurs divers	9 746 415	9 373 040	373 375
TOTAL de l'actif circulant :	17 275 482	15 446 434	1 829 048
TOTAL GENERAL	22 564 208	16 954 559	5 609 649

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice	1 519 597
(2) Dont remboursement obtenus en cours d'exercice	17 136

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	5 807 996	145 490	468 623	5 193 883
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
TOTAL :	5 807 996	145 490	468 623	5 193 883
Fournisseurs et comptes rattachés	6 955 528	6 955 528		
Usagers avances reçues	0			
Dettes relatives au personnel	4 046 584	4 046 584		
Etat et autres collectivités publiques	547 023	547 023		
Conf., Fédération, Asso. & organismes apparentées				
Autres dettes	1 382 976	482 336	900 640	
TOTAL :	12 932 111	12 031 471	900 640	0
TOTAL GENERAL	18 740 107	12 176 961	1 369 263	5 193 883